L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

BUREAUX, No 73 RUE DU CAMP[illegible].

NOUVELLE-ORLÉANS.

VENDREDI MATIN, 30 MAI.

PAR LE TELEGRAPHE.

Affaires de France.

NOUVEAUX DÉTAILS.

Nous empruntons au *New York Herald*, du lundi 26 mai, les dépêches additionnelles qui suivent, sur les événements du 24 mai, en France :

Paris, 25 mai, 5 heures du soir. — Mac-Mahon est généralement populaire et est surtout l'idole des soldats. On voit son portrait dans toutes les vitrines des librairies et partout.

Le journal de Chambolle, la République française, publie aujourd'hui de nombreuses proclamations et contient, entr'autres, le paragraphe suivant :

"Nous vous adjurons d'éviter tout ce qui peut être de nature à augmenter l'émotion publique."

Ce journal, tout en consacrant beaucoup d'espace aux événements et en se lamentant du résultat, saisit néanmoins toutes les occasions pour encourager les amis de M. Thiers d'une manière paisible, et il termine en répétant les vieux mots d'ordre employés pendant le démembrement : "Ordre, concorde, vigilance et modération."

Les murs de Paris sont placardés d'affiches annonçant que Mac-Mahon a été appelé à la présidence. Des groupes nombreux s'arrêtent devant ces affiches, mais sans faire de démonstrations et sans causer de désordres.

Voici le texte de la circulaire adressée à tous les préfets :

Messieurs les préfets : J'ai été appelé par la confiance de l'Assemblée nationale à la présidence de la République. Aucun changement immédiat ne sera fait dans les lois, les règlements et les institutions existantes. J'ai foi dans le maintien de l'ordre et je compte sur vous, sur votre vigilance et sur votre assistance patriotique. Le ministère sera formé aujourd'hui.

Le président de la République,

Maréchal MAC-MAHON,

Duc de Magenta.

Versailles, 25 mai 1873.

Pendant la séance, Gambetta était très excité et ce n'a été que par quelques paroles brèves, des exclamations, des gestes incessants et irrités et beaucoup de signes imposant le silence qu'il a réussi à maintenir l'ordre parmi les membres de la gauche qui, tantôt par leur hilarité, tantôt par leurs applaudissements et tantôt par des "non" répétés, créaient un véritable brouhaha. Gambetta a tenu ferme, ne négligeant aucune occasion d'arrêter les emportements et les explosions de son parti, et il a réussi dans son objet qui était de faire observer l'abstention dans l'élection pour le président.

Il y a eu une grande clameur sur les bancs de la droite, quand M. Casimir Périer a déclaré qu'il appartenait au centre droit. Il y en a eu une plus grande à gauche, quand on a su que le général Changarnier voulait parler, ce qui était difficile dans le moment, vu l'agitation.

M. de Kerdrel s'étant vu reprocher d'être un ami de M. Thiers, s'est levé de son siége, et quand le tumulte causé par les applaudissements qui l'ont accueilli s'est apaisé et qu'il a pu se faire entendre, il a dit :

"Je me lève pour accepter l'assertion.—Je suis un ami de M. Thiers, mais avant et par dessus tout, je suis l'ami de mon pays."

La droite a poussé de terribles clameurs quand l'invincible Arago, s'adressant vers elle, s'est écrié : " Vous aurez sur la conscience d'avoir montré à la face de l'Europe et devant l'histoire l'exemple de la plus monstrueuse ingratitude."

Le président remplacé, M. Thiers, la redingotte boutonnée, suivant son habitude, les bras croisés et la tête légèrement penchée sur la poitrine, comme s'il était affligé de ce qu'il voyait et entendait, survoltait les députés agités, poussant frénétiquement cette exclamation : " Eh bien ! messieurs, "

Toute la journée la foule a été immense dans le voisinage du palais, et à l'issue de la séance les députés sortant étaient accueillis par les cris "A bas la monarchie." " Vive Thiers" et "Vive la République."

Les nouvelles à Washington.

Washington, 25 mai 1873.—La légation française n'a pas encore été avisée officiellement de l'élection du maréchal Mac-Mahon, comme successeur de Thiers, et on ne recevra probablement pas de nouvelles officielles d'ici à quelques jours. On pense que le changement d'administration n'affectera pas le personnel diplomatique.

LE CODE DES SIGNAUX.

Le ministre de la marine a adressé aux chambres de commerce la circulaire suivante :

Paris, le 3 mai 1873.

Monsieur le président, — Depuis longtemps, vous le savez, le ministère de la marine s'efforce, par tous les moyens, de propager l'usage du Code international, et de donner toutes les facilités possibles de communiquer avec les sémaphores.

J'ai déjà trouvé dans votre concours éclairé une aide efficace pour faire comprendre aux marins leurs véritables intérêts dans cette question : mais trop souvent la négligence vient mettre un obstacle à notre bonne volonté.

C'est ainsi que des navires, passant devant un sémaphore, négligent de hisser la flamme caractéristique au-dessus de leur pavillon national ; d'autres ne hissent le pavillon ni flamme, et il est alors impossible aux gardiens de reconnaître à quelle nationalité ils doivent avoir recours, et quand ceux-ci leur signalent de hisser leur pavillon, ces navires passent le signal tonjours flottant, sans mettre leurs couleurs ; d'autres, au lieu de se servir de groupes de lettres fixé, leur est affecté comme signal distinctif, épellent leur nom lettre à lettre ; d'autres enfin se servent du code Marryat ou du code Reynolds, que nos gardiens ne doivent pas connaître et auxquels ils ne peuvent pas répondre.

Je vous prie donc, monsieur le président, de vouloir bien insister auprès de MM. les armateurs, consignataires et capitaines pour obtenir qu'on s'astreigne, en faisant des signaux, à toutes les prescriptions du code international ; faute de quoi ces signaux deviennent illusoires et ne peuvent être compris.

Recevez, etc.,

Le vice-amiral, ministre de la marine et des colonies,

A. POTHUAU.

— On nous annonce la mort à Philadelphie de Mlle Mathilde de Crano, fille du général de Crano, qui servi sous le premier empire. C'est par suite d'un accident de voiture que la mort a emporté cette jeune personne à la fleur de l'âge.

Le jour de la semaine dernière, Mlle de Crano se promenait en voiture, au park, en compagnie d'un M. Guernsey, lorsque les chevaux prirent tout à coup la mort aux dents. M. Guernsey essaya de les retenir, mais ce fut en vain. Après une course effrénée, le véhicule finit par verser, et les deux promeneurs furent lancés avec violence sur le sol. M. Guernsey ne fut que légèrement blessé, mais Mlle de Crano eut les deux jambes cassées. Tout d'abord on crut à une double fracture, mais les médecins ne tardèrent pas à reconnaître la gravité de son état. On parlait d'une double amputation, mais le docteur Mazry s'y refusa, en déclarant que la blessée ne pourrait supporter l'opération. Elle a expiré le 19 au soir après une longue et terrible agonie. Mlle de Crano était fiancée à un jeune homme appartenant à une des meilleures familles de Philadelphie.

— On lit dans un journal parisien :

Que vont dire les radicaux ? Non-seulement le ministre de l'intérieur a rétabli pour les préfets, sous-préfets et secrétaires généraux, l'obligation de l'uniforme, grande et petite tenue, mais encore les broderies ne sont pas changées, ce sont les mêmes que sous l'Empire !

Autre retour au passé. Le gouvernement vient de rétablir le traitement de 12,000 fr. attribué aux attachés militaires français à l'étranger. C'est à l'occasion de la mission de L. de Malaire, envoyé en Russie, que l'on s'est rappelé à ce sujet qu'il était du jour de la création de ce poste.

Quelques heures avant sa mort, l'amiral Rigault de Genouilly reçut la visite de son vieux camarade l'amiral Dompierre d'Hornoy.

On sait que l'amiral d'Hornoy, qui est aujourd'hui député, a rempli pendant le siége l'intérim du ministère de la marine.

Les deux marins, qui ont fait dix fois le tour du monde ensemble, échangèrent quelques minutes sans parler. L'émotion empêchait la parole de l'amiral d'Hornoy.—Quant à l'amiral Rigault, il regarda son ami d'un air presque narquois, et, de cette voix rendue rauque par la marine connaît, il lui dit brièvement :

—Eh bien ! et ce gouvernement provisoire, qu'est-ce que vous en faites ?

Ce furent ses dernières paroles, pour ainsi dire.

CE QUE LA FRANCE ATTEND DE L'ASSEMBLÉE.

(Extrait du Figaro du 11 mai.)

Le premier mouvement, dès qu'on prend la plume aujourd'hui, c'est de jeter franchement à ceux qui composent maintenant notre gouvernement ce cri douloureux auquel on, [illegible] nos cris et nos prières, nous avons été entraînés jusqu'au bord de l'abîme, il est assez difficile, en vérité, de contenir une trop juste indignation.

[illegible] sommes au bord, tâchons au moins de ne pas rouler jusqu'au fond ! Résistons à cette amère tentation de récriminer sur les fautes commises, sur les malheurs trop longtemps et trop sûrement prédits ; ne tournons plus la tête en arrière et regardons en avant !

Oui, en avant ! toujours en avant !.... quelque sombre que soit en ce moment l'horizon, quelque effroyable soit, en effet, le gouffre ouvert à nos pieds, ce n'est qu'en avant ! Et bien ! que restera-t-il à faire ?

Comment ! une réponse-t-on, vous voulez nous imposer silence en ce moment où les faits nous donnent une trop éclatante victoire ?

Et comment nous dira-t-on encore, si nous ne pouvons plus parler de la poste ? Quoi est celui qui, depuis la Commune, a jeté plus haut le cri d'alarme ! Est-ce que dans ce journal même, d'amabiles correspondants ne m'appelaient pas encore *sinistre* et *prophète de malheur* ?

Eh bien, oui ! les optimistes sont fous ou ils sont hypocrites. Encore aujourd'hui ils sont là à contempler leur œuvre, balbutiant je ne sais quelles paroles insensées, après avoir toujours confiance, sans savoir pourquoi. Mais parce que ces hommes sont en démence, est-ce une raison pour que la France périsse ?

Voyons, examinons les choses sans trouble et sans colère. En somme, que nous reste-t-il debout ? Un président, un pouvoir dans son autorité, et une Assemblée qui, jusqu'ici divisée et par conséquent impuissante, peut retrouver toute sa force et son influence, car, malgré tout, elle est absolument souveraine.

Si s'inspirant et des fautes du passé et du péril présent, elle marche résolûment dans la voie de l'ordre, sans souci des prétendants, des manifestes et des hommes de parti, elle peut encore sauver la France, et notre devoir à tous, écrivains conservateurs, c'est de laisser là nos rancunes et nos espérances pour nous grouper derrière elle.

— Mais, me direz-vous, faudra-t-il donc continuer ainsi, et devrons-nous laisser proclamer la République ?

— Eh ! que vous importe la République ? Avez-vous autre chose à proclamer ? Car, en vérité, je ne vous comprends pas ! Je lis chaque jour dans vos journaux : la République conservatrice est morte.... Vous comprenez bien que je ne demande pas mieux, moi qui en ai toujours eu horreur ! Mais il ne suffit pas de dire qu'une chose est morte, il faut encore nous apprendre ce qui peut la remplacer.

Vous vous réunissez dans une salle, partisans du droit divin et hommes de décembre, et vous criez : L'heure est venue d'en finir avec la République. Vous vous entendez bien pour frapper sur elle ; mais, vous entendrez-vous demain pour la remplacer ?

Voyez-vous, je vous l'ai déjà dit, ce qui manque par dessus tout en France, c'est le bon sens. Tandis que les républicains ont une certaine suite dans les desseins et un remarquable esprit de conduite, il y a chez les conservateurs un désordre, un enfantillage, des impatiences sans nom, des paroles sans but, enfin, une espèce de démence que je désarmerais ainsi : demander éternellement ce que l'on désire au lieu de voir ce qui est possible.

Puis il y a cette conviction qu'il faut conclure à conclure n'importe comment, et traiter d'idéologues ceux qui ne concluent pas !

Conclure, c'est-à-dire demander *quelqu'un*, même quand ce quelqu'un est impossible. C'est égal, il faut le demander ; le demander sans relâche et se réunir avec d'autres hommes qui, demandant d'autres *quelqu'uns*, ont l'air néanmoins de s'entendre avec vous.... Ce qui fait que tous ces gens-là ensemble ont cette douce satisfaction qu'ils concluent du matin au soir, faute de quoi les hommes sensés qui les regardent faire leur apparaissent comme de véritables idéologues.

Par exemple, ne leur demandez pas de quelle manière ils espèrent ramener le pouvoir sur la terre.... Cela ne les regarde pas ; chacun d'eux a quelqu'un, chacun d'eux conclut, et l'un dit, en les voyant passer : " Voilà au moins des hommes d'action !

Je ne parle donc pas de ces hommes, mais, il y a dans la nation une masse énorme de conservateurs, d'honnêtes gens et de citoyens de bonne volonté qui sont tout prêts à soutenir l'Assemblée, si elle veut prendre un grand rôle politique.

L'Assemblée est encore maîtresse des destinées de la France, et c'est en elle que repose tout notre espoir.

Qu'on ne me dise pas que, depuis l'élection Rivet, M. Thiers a prononcé certains discours qui rendent tout accord impossible. En réalité, je tiens M. Thiers pour beaucoup plus embarrassé que l'on ne croit ; il est dans cette situation d'un chef de pouvoir au lendemain d'un grave échec ; il est là, il tâtonne, il hésite, il cherche un terrain ; et si les conservateurs viennent à son secours, il en sera bien trop heureux.

Les paroles qu'on lui prête ressemblent beaucoup à celles que M. Rouher prononçait au lendemain de Sadowa, alors que l'Empereur, se sentant mortellement atteint dans sa politique extérieure, disait que tout était pour le mieux, et que cette Allemagne en trois troçons avait été le plus beau rêve de sa vie !

Ne demandons pas aux gouvernements de venir avouer eux-mêmes leurs défaites. Il faut qu'il s'accomplissent, et, cette fois, le souffle a été si dur et si humiliant que l'insulte a dû le ressentir profondément.

Donc, le salut de la France est aujourd'hui dans l'Assemblée. Que pendant ces derniers jours, les députés se recueillent, qu'ils se concertent et se préparent au grand rôle qu'ils vont jouer. Les destinées de la France sont entre leurs mains.

Jusqu'ici l'influence de l'Assemblée a été compromise par des divisions et des violences intempestives ; et ce qui vient de se passer dans la commission de permanence, l'effet produit par cette attitude froide, digne, réservée, doit être pour eux un grand enseignement !

Le public s'attendait à un éclat, à des récriminations, et les démocrates s'en réjouissaient d'avance : au lieu de cela, il y a eu silence.... un silence menaçant. Les députés qui, depuis deux ans, protestent contre la politique révolutionnaire du pouvoir, n'ont pas prononcé un mot, n'ont pas écrit une ligne ; cela a suffi pour donner à l'Assemblée un prestige inconnu jusqu'alors !

Si MM. de Franclieu et de Belcastel avaient rédigé des pamphlets, s'il y avait eu des violences, c'était été la diversion tant attendue, tant espérée, et alors la situation serait déjà compromise.

Au lieu de cela, la Révolution reste comme embarassée dans son triomphe, M. Thiers dans son échec ! et aucun d'eux ne trouvera un mot sûr dans les fautes de l'adversaire, si l'Assemblée arrive à s'entendre et si elle suit une ligne de conduite ; si elle arrive froide, solennelle, résolue ; si les plus violents et les plus extrêmes chargent les modérés de prendre la parole ; si tous se gardent de ces folles interruptions et de ces cris furieux auxquels ces pauvres députés, doués de l'esprit politique, montent seuls à la tribune pour dire au président :

" Vous voyez ce vous nous avez mendé ! Vous prétendez tout voir et tout savoir, et voilà ce que vous avez fait ! Nous ne vous parlons pas de politique. Puisque la République est là, qu'elle reste !.... Mais débarrassez-nous de la démocratie révolutionnaire, dont les progrès doivent vous épouvanter vous-même !.... Proposez-nous tous les jours quelque chose pour modifier le suffrage universel et contenir une presse incendiaire. Pardessus tout, renvoyez les hommes d'émeute, les traîtres de septembre, les anciens complices d'assassins et de pillards !..... Nous ne venons pas récriminer, le péril est trop grand ; tous jusqu'ici nous nous sommes trompés ! Si nous autres députés de l'ordre nous avons perdu notre temps et nos forces dans des tentatives monarchiques, vous, chef du pouvoir, vous avez cherché à gouverner par la ruse, le finesse, l'intrigue, et vous avez malheureusement échoué !....Eh bien ! sortons de tout cela ! dégageons-nous à la fois de l'esprit de parti et des compromis révolutionnaires ; et ensemble, inaugurons avec les honnêtes gens une politique franche, droite, loyale, qui réunira toute la partie saine et honnête de la population !...."

Que les députés disent cela sans violence, sans haine, sans colère, sans récriminations, sans esprit de parti, et l'Assemblée sera bien forte ; et M. Thiers, en ce moment plus embarrassé et effrayé qu'il ne veut le dire, sera peut-être trop heureux d'échapper à une crise formidable et de gouverner enfin avec des honnêtes gens !

SAINT-GENEST.

— A propos du nouveau volume de la *Correspondance* de Louis XVI, de Marie-Antoinette et de madame Elisabeth, que publie M. Feuillet de Conches, et qui est d'un si terrible à propos, rappelons ce passage d'une lettre de Marie-Antoinette, et dont les termes se peuvent appliquer de tout temps au peuple français. Nous avons eu assez d'exemples sous les yeux.

" Cette nation, écrit l'infortunée reine, j'en ai des preuves singulières, n'est pas méchante au fond. Son défaut est d'être trop mobile. Elle a des élans généreux qui ne se soutiennent pas ; elle se LAISSE ENFLAMMER comme un enfant se MENER, et, UNE FOIS ÉGARÉE, on lui ferait COMMETTRE TOUS LES CRIMES, sauf à se repentir avec des la mer de sang. Il est bien temps quand le mal est fait !"

Comme c'est bien cela !

— M. Carolus Duran ne veut pas avoner qu'il expose le portrait de mademoiselle Croizette ; il prétend avoir donné une page historique.

Un de ses amis lui demandait :

— Qu'est-ce que tu as envoyé au Salon ?

— Une figure à cheval au bord de la mer.

— Grande ?

— Grandeur nature.

— Et le cheval ?

— Grandeur nature.

— Et la mer ?

— Grandeur nature ! répondit Carolus qui ne doute de rien.

— Celle-ci est du peintre Vibert.

Ayant rencontré Carolus au Salon :

— Mon ami, lui dit-il, j'ai vu votre petit garçon bleu. C'est fort bien. J'y ai trouvé tous les bleus imaginables, et, par un sentiment patriotique dont je ne saurais trop te louer, tu n'a pas employé de bleu de Prusse !

RÉPUBLIQUE ET LES ANGLAIS.

Nous lisons dans la *Patrie* :

Une députation anglaise notre apprend qu'elle a passé quelque temps dans la ville de Versailles, dans le but de se mettre en rapport avec les républicains et les ultra-libéraux de l'Assemblée nationale. Les députés anglais, MM. Eastwick, Morley, Mills, Wilson, Mlle Mercier, M. Tyler, le professeur Meffert, ont été reçus à Versailles, dans une réunion intime, par M. Lockroy, député de Paris, qui a prononcé un discours en leur honneur.

Le but de cette députation était de témoigner de sa sympathie pour la République française, et de constater que l'opinion publique en Angleterre est favorable à la République.

Les députés anglais ont été reçus à l'Assemblée nationale par M. Grévy, président de l'Assemblée, et par M. Jules Simon, président du conseil.

Le président du conseil a dit à ses hôtes qu'il était heureux de voir que l'opinion publique en Angleterre était favorable à la République française, et qu'il espérait que cette sympathie serait partagée par le gouvernement anglais.

M. Grévy a dit à son tour qu'il était heureux de voir que l'opinion publique en Angleterre était favorable à la République française, et qu'il espérait que cette sympathie serait partagée par le gouvernement anglais